

Programme ClimDev-Afrique

---

3<sup>ème</sup> Conférence Annuelle sur le Changement Climatique  
Et le Développement en Afrique

Distr.: Générale

Addis Abeba, Ethiopie  
Du 21 au 23 octobre 2013

22 Octobre 2013  
Original: Anglais

**Résumé des travaux et Recommandations**

**3<sup>ème</sup> Conférence Annuelle sur le Changement Climatique et le  
Développement en Afrique (CCDA-III)**



## Programme ClimDev-Afrique

1. La 3<sup>ème</sup> Conférence sur le Changement Climatique et le Développement en Afrique (CCDA-III) s'est tenue du 21 au 23 octobre 2013 au Centre de Conférence des Nations Unies à AddisAbeba en Ethiopie. La Conférence a réuni plus de 600 délégués représentant les états africains membres, les communautés économiques régionales, des organisations de Bassins, des organisations non gouvernementales et le secteur privé. Elle a également vu la participation de décideurs politiques, d'universitaires, de chercheurs, de praticiens et de partenaires au développement. La Conférence a été organisée conjointement par les trois partenaires du Programme Climat pour le Développement en Afrique (ClimDev-Afrique) que sont la Commission de l'Union Africaine (CUA), la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Banque Africaine de Développement (BAD), avec le concours du système des Nations Unies et les partenaires au développement.
2. L'objectif global de la conférence était de tirer profit des deux éditions précédentes CCDA-I et II et de susciter le débat entre experts et acteurs sur comment les opportunités du changement climatique peuvent renforcer la croissance économique transformative et inclusive et l'agenda de développement en Afrique. Les éditions I et II ont permis d'avoir des contributions éclairées sur la définition du programme et des activités de l'Initiative ClimDev-Afrique, y compris les investissements dans les données et sciences climatiques et la mise à disposition d'informations et de services dans des pays pilotes, et l'élaboration d'un programme de renforcement de capacités dans la recherche sur le changement climatique. La Conférence a ainsi offert l'occasion de poursuivre le dialogue sur les services d'informations climatologiques entre acteurs, y compris les bénéficiaires du Programme ClimDev-Afrique.
3. Outre le thème principal qui était : ***L'Afrique en croissance : les opportunités du changement climatique peuvent-elles conduire le continent vers un développement transformatif ?*** La Conférence a axé ses travaux sur cinq sous-thèmes:
  - ***Sous-thème n°1*** : Sciences, données et services climatiques pour l'adaptation et l'atténuation en Afrique ;
  - ***Sous-thème n°2*** : Rôle de la Politique dans la Résilience aux Impacts du Changement Climatique en Afrique
  - ***Sous-thème n°3*** : Financement Climatique: Quelles sont les options inexplorées ?
  - ***Sous-thème n°4*** : Economie verte : Quelle opportunité pour l'Afrique ?
  - ***Sous-thème n°5*** : Le Mécanisme Mondial sur le changement climatique fonctionne-t-il pour l'Afrique ?
4. M. Carlos Lopes, Secrétaire Général Adjoint de l'ONU et Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), M. Aly Abou Sabaa, Vice-président de la BAD chargé des opérations et Son Excellence Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire pour l'Economie Rurale et l'Agriculture à la Commission de l'Union Africaine (CUA) ont fait des allocutions d'ouverture, non sans réitérer l'engagement de leurs institutions respectives par rapport au Programme ClimDev-Afrique, une initiative visant à prendre en charge les

## Programme ClimDev-Afrique

impacts du changement climatique sur le continent. Dans son allocution, M. Lopes a mis l'accent sur six recommandations pour faire face au changement climatique en Afrique, dans le contexte du CCDA-III.

5. La Conférence a été officiellement déclarée ouverte par Son Excellence Ato Alemayehu Tegenu, Ministre de l'Eau, de l'Irrigation et de l'Energie de la République Fédérale d'Ethiopie. Le Ministre a mis l'accent sur le besoin d'intégrer le changement climatique en Afrique dans les cadres de développement. Il a rappelé aux participants que le changement climatique a placé le monde dans une spirale dangereuse qui ne peut être uniquement endiguée qu'à travers une croissance verte résiliente au climat, à l'image de ce qui se passe en Ethiopie. M. Tegenu a également appelé le Groupe Africain des Négociateurs à poursuivre leurs négociations fortes au sein de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) en vue d'arriver à un accord ayant force obligatoire à l'horizon 2015.
6. Le décor était d'emblée planté par un dialogue de haut niveau, qui a vu la participation de personnalités distinguées telles que Son Excellence Festus Mogae, ancien président du Botswana, Son Excellence Mary Robinson, ancienne présidente de l'Irlande et Présidente de la Fondation Mary Robinson, M. Saviour Kasukuwere, Ministre zimbabwéen chargé de l'Environnement, de l'Eau et du Climat, et Président du Conseil des Ministres Africains sur la Météorologie (AMCOMET), M. Mass Axi Gai, Ministre de la Pêche et des Ressources Aquatiques de la Gambie, M. Jeremiah Lengoasa, Vice Secrétaire Général de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et Gary Quince, ambassadeur de la Délégation de l'Union Européenne auprès de l'Union Africaine. Les discussions ont été modérées par Dr Aly Abou Sabaa, Vice-président de la Banque Africaine de Développement.
7. ***Sous-thème n°1: Sciences, données et services climatiques pour l'adaptation et l'atténuation en Afrique***

Les deux dernières décennies ont été marquées par des avancées significatives dans les sciences climatiques. Cependant, l'Afrique fait toujours face à des défis majeurs quant à la génération, l'analyse, la vulgarisation de données et informations sur le climat. Les systèmes climatiques en Afrique restent peu compris et mal simulés par les modèles climatiques. Cela entrave la capacité du continent à générer des données fiables et à fournir des avis éclairés sur la résilience et l'adaptation à la variabilité et le changement climatique, et l'intégration des services climatiques dans les courants dominants en Afrique. La solution se trouve dans l'accroissement des investissements dans les infrastructures de données climatologiques, l'utilisation de la technologie satellitaire pour améliorer l'observation et l'analyse de données, une plus grande capacité de modélisation, la mise en œuvre de politiques qui

## Programme ClimDev-Afrique

facilite l'accès aux données climatologiques, et le partage et l'analyse pluridisciplinaire de ces données par des chercheurs qui interviennent dans les sciences climatiques.

### Messages clés

- Les pays africains doivent investir plus dans la connaissance et les services climatiques pour faire face aux défis du changement climatique sur le continent;
- Il y a un grand besoin de renforcer la compréhension du système climatique africain en vue d'assurer la mise à disposition d'avis fiables pour la résilience et l'adaptation à la variabilité et le changement climatique, en prenant en compte les différents besoins à travers le continent ;
- La collecte, l'analyse et la vulgarisation des données climatiques requièrent une orientation pluridisciplinaire et multi-acteurs ;
- Les services climatiques ne touchent pas ceux qui en ont le plus besoin. L'identification des besoins des communautés utilisatrices et la satisfaction de ces besoins sont d'une grande importance ;
- Il y a un grand besoin d'avoir une meilleure qualité et fiabilité des prévisions et projections en tenant compte des spécificités temporelles et spatiales ;
- Il y a de bons exemples de projets, programmes et leçons réussis tels que les projets AMMA et ENACTS, les programmes des centres AGRHYMET, ICPAC et ACMAD, ainsi que les nouveaux programmes comme le GFCS et le MESA. Toute nouvelle initiative peut tirer profit de ces expériences de ces programmes ;
- Il y a un grand fossé entre la recherche et les besoins des utilisateurs. L'Afrique a urgemment besoin de programmes efficaces de recherche collaborative et une meilleure coordination des investissements dans la science pour agir d'une seule et même voix.

### Recommandations

- Souscrire à la Déclaration de la Conférence Africaine sur le Climat d'Arusha (ACC2013) et appuyer les actions de promotion au sein des divers groupes intéressés ;
- Promouvoir la mise en œuvre de la Déclaration ACC2013 pour faire évoluer la recherche climatologique pour le développement en Afrique ;
- Susciter la mise en place de plateformes de coordination durable des institutions africaines, sous la houlette de ClimDev-Afrique du WCRP et du GFCS, de la recherche climatologique pour appuyer les initiatives de développement en Afrique ;

### Programme ClimDev-Afrique

- Promouvoir l'extension vers d'autres pays africains de projets pilotes conduits par le CAPC dans le cadre du programme ClimDev-Afrique ;
- De toute urgence, le Programme ClimDev-Afrique et ses partenaires doivent rendre le Fonds Spécial de ClimDev-Afrique (CDSF) opérationnel ;
- Renforcer les efforts entrepris par les NMHS et d'autres institutions dans la gestion des informations et la sauvegarde des données, le partage de données, et l'investissement dans des systèmes de communication de données et le renforcement de capacités ;
- Les états africains doivent investir plus dans les activités relatives au climat et dégager des budgets conséquents pour la recherche climatologique ;
- Les institutions et les états africains doivent être interpellés pour renforcer les capacités en termes de modélisation des données climatologiques, leur utilisation et leur application ;
- Il y a un besoin d'une plus grande coordination entre les différentes initiatives, y compris le Programme ClimDev-Afrique, le GFCS, AMCOMET et d'autres initiatives similaires.

#### ***8. Sous-thème n°2 : Rôle de la Politique dans la Résilience aux Impacts du Changement Climatique en Afrique***

Le changement climatique est une pression supplémentaire exercée sur une production et des modes de subsistance déjà faméliques. Il impacte négativement sur les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, les écosystèmes, la terre, l'eau et l'énergie. La solution passe par des approches pluridisciplinaires et multi-acteurs dans l'élaboration de politiques, stratégies, et programmes visant à renforcer la résilience des groupes vulnérables, des écosystèmes et des secteurs de développement. Il est impératif que le changement climatique soit intégré dans les politiques et stratégies de développement durable des états africains.

#### **Messages clés**

- Les états africains doivent intégrer le changement climatique dans les stratégies et politiques de développement, en utilisant une approche multisectorielle plutôt que de le confiner dans l'action de quelques ministères ;
- L'Afrique a besoin de promouvoir une compréhension politique et pratique du changement climatique. Il est urgent de renforcer les filets de sécurité et de protection sociale en vue de prendre en charge les impacts du changement climatique sur les groupes défavorisés en Afrique ;
- Il n'y a aucun lien entre la recherche scientifique et la formulation de politiques ;

## Programme ClimDev-Afrique

- Le rôle des femmes dans l'agriculture et le changement climatique n'est pas bien abordé, particulièrement dans le discours sur l'adaptation et les mesures d'atténuation, et doit être pris en compte dans la planification au niveau national et dans les politiques sectorielles ;
- Les actions d'atténuation des effets du changement climatique ne doivent pas exacerber les fardeaux actuels qui pèsent sur les femmes dans beaucoup de secteurs de production.

### Recommandations

- Les ministères sectoriels d'Afrique, les chercheurs, et les praticiens doivent s'assurer que l'adaptation, le développement et la diffusion de technologies agricoles pour faire face au changement climatique soient liés à des zones agro-écologiques spécifiques ;
- Les chercheurs doivent élaborer des méthodologies appropriées pour relever toute perte et tout préjudice causé par le changement climatique. Les pertes peuvent être d'ordre économique, social et culturel ;
- IL faut interpeller les décideurs politiques et les amener à lancer une revue systématique de toutes les politiques qui touchent le secteur agricole et d'autres secteurs pour s'assurer qu'elles reflètent les impératifs dérivés du changement climatique ;
- Toutes les institutions compétentes doivent s'atteler à améliorer les connaissances et les capacités des paysans en termes d'adaptation au climat, en tenant compte des connaissances traditionnelles ;
- Les experts doivent élaborer des outils de politiques destinés aux gouvernements qui les utiliseront pour freiner la pauvreté provoquée par les caprices du climat, y compris des services de conseil aux paysans, un système d'alerte précoce, des mécanismes de réduction des risques de catastrophe, des instruments financiers, des assurances tout risque et assurances crédit ;
- Les acteurs concernés doivent renforcer le dialogue entre les paysans, les scientifiques et les décideurs politiques ;
- Les états africains doivent renforcer les liens entre les PANA et les plans nationaux d'investissements, tout en augmentant les investissements dans le secteur agricole.

### **9. Sous-thème n°3 : Financement Climatique : Quelles sont options inexplorées?**

Les programmes d'intervention en cas de changement climatique en Afrique nécessitent de multiples sources de financement qui sont nationales, privées et publiques, bilatérales et multilatérales. Y a-t-il des options inexplorées susceptibles de faire progresser les intérêts de l'Afrique dans tel ou tel secteur ? Par exemple, l'Afrique ne devrait-elle pas attirer de l'argent « intelligent » en investissant dans un autre type de politiques ? Ou bien devrait-elle chercher à

## Programme ClimDev-Afrique

renforcer sa position selon laquelle les pollueurs historiques du monde devraient augmenter leurs engagements pour les Fonds pour le Climat ?

### Messages

- Même si l'Afrique continue de chercher des sources internationales de financement, la mobilisation de ressources au niveau national est cruciale ;
- Le financement climatique n'a pas permis de répondre aux attentes des africains. Il faut plus de clarté, une meilleure coordination et des complémentarités entre les mécanismes de financement climatiques existants ;
- L'Afrique doit renforcer sa capacité à accéder aux fonds mondiaux pour le climat.

### Recommandations

- Les gouvernements et les communautés économiques régionales doivent encourager la mise en place d'un environnement politique dynamique qui fasse la promotion des investissements du secteur privé dans les interventions contre le changement climatique ;
- Les chercheurs et les praticiens africains doivent analyser les sources de financement climatique, l'accès des pays africains à ces sources, et l'accessibilité des informations pertinentes pour faciliter le travail des négociateurs et les décideurs politiques africains ;
- Les négociateurs africains doivent renforcer leurs efforts pour s'assurer que différentes pistes de négociations donnent lieu à des fonds accessibles susceptibles d'appuyer les programmes d'adaptation et d'atténuation de l'Afrique ;
- Les CER doivent jouer un rôle actif pour aider les pays membres à absorber le financement climatique.

### ***10. Sous-thème n°4 : Economie verte : Quelle opportunité pour l'Afrique?***

L'économie verte, comme l'a dit un des intervenants, n'est point une "création de bureau". Il s'agit de comprendre que le monde arrive à un point de basculement sur le plan biophysique et doit par conséquent prendre des mesures pour faire face aux défis qui touchent aux modèles de développement existants, y compris les changements climatiques. La récente croissance économique de l'Afrique, même si elle est encourageante, a été rendue possible au détriment des écosystèmes du continent. Il est essentiel que le continent perçoive le développement pas uniquement en termes de PIB, mais également sous l'angle de la qualité de la croissance. L'échelle planétaire du changement climatique aujourd'hui signifie que les pratiques d'antan doivent céder la place à la croissance verte qui soit efficiente en termes d'utilisation des

## Programme ClimDev-Afrique

ressources, inclusive sur le plan social, et qui assure une équité, tout en renforçant la durabilité de l'écosystème.

### Messages clés

- L'économie verte est un vecteur qui permet d'atteindre le développement durable et d'éradiquer la pauvreté ;
- Il n'est point question d'un choix entre la croissance économique et la protection de la nature. Economie verte signifie atteindre une croissance verte tout en protégeant la nature;
- Il ne peut y avoir de sécurité alimentaire sans conservation de notre environnement naturel. Le défi pour l'Afrique est d'accroître la croissance économique sans créer un déséquilibre dans l'environnement ;
- Perçue comme la prochaine frontière de la croissance économie mondiale, l'Afrique a l'opportunité de faire des pas de géant vers des technologies efficaces et respectueuses de la nature. Le fait de rester avec les vieilles technologies confine le continent dans un chemin qui mène à des effets négatifs ;
- L'Afrique se prévaut de ressources beaucoup plus valorisées du fait du changement climatique. Par exemple, le carbone stocké dans les forêts et dans les sols en Afrique offre des opportunités de financement aux titres du mécanisme REDD+ ;
- La démographie en Afrique est une autre opportunité, si tant est que les bonnes compétences soient mises à disposition et les économies diversifiées, susceptible de rendre le continent plus résilient et plus durable;
- L'utilisation efficace des ressources naturelles va améliorer l'efficacité économique, la compétitivité, la durabilité et renforcer la résilience aux changements climatiques, au fur et à mesure que l'Afrique s'insère dans l'économie mondiale.

### Recommandations

- Les chercheurs doivent exploiter les connaissances des paysans africains, qui sont plus exposés à la réalité de la croissance verte, combinées à des systèmes technologiques efficaces ;
- Les planificateurs des programmes et projets de développement doivent inclure la valorisation des écosystèmes d'Afrique dans le cadre des évaluations économiques ;



## Programme ClimDev-Afrique

- Les planificateurs et experts doivent mettre sur pied des mécanismes de suivi crédibles et basés sur des éléments probants, y compris un ensemble d'indicateurs, pour planifier une économie verte et évaluer la marche de l'Afrique vers une croissance verte ;
- Les gouvernements doivent élaborer des politiques et des règles dynamiques pour attirer les investissements du secteur privé en vue d'appuyer la croissance verte ;
- Les gouvernements, les partenaires et les agences de développement doivent appuyer les pratiques durables de gestion forestière.

### ***11. Sous-thème n°5 : Le Mécanisme Mondial sur le changement climatique fonctionne-t-il pour l'Afrique ?***

La CCNUCC est le seul cadre global qui traite des questions de changements climatiques et des solutions y afférant. La CCNUCC est une plateforme essentielle pour l'Afrique pour partager les problèmes majeurs qu'elle rencontre du fait des changements climatiques avec le reste de la communauté internationale. L'Afrique doit continuer à prendre part aux négociations internationales. Il y a cependant de la frustration quant au rythme lent des négociations mondiales sur le climat et le défaut des partenaires de respecter leurs engagements. Cela a entamé la confiance entre les négociateurs africains et certains de leurs homologues des pays les plus industrialisés. L'aspect le plus difficile des négociations a été de s'accorder sur le niveau et les délais pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Bien que le Protocole de Kyoto ait déterminé le niveau et les délais pour les pays développés, il y a eu très peu de réalisations à ce jour, ce qui laisse croire que la réduction des émissions de gaz à effet de serre doit aller au-delà du Protocole de Kyoto. La question pour les pays africains est de savoir si cela pouvait être réalisé dans le cadre de la CCNUCC.

#### **Messages clés**

- Il a fallu 17 années pour comprendre que les problèmes associés aux changements climatiques ne peuvent pas être résolus par un groupe de pays dans le cadre du Protocole de Kyoto, l'approche doit être inclusive, avec des responsabilités communes mais différenciées ;
- La segmentation des états africains en catégories de pays en développement, de pays moins développés, de petites îles, est une difficulté en ce sens que cela divise les pays et fragilise la position du continent dans les négociations mondiales ;
- Le cadre mondial sur les changements climatiques va à un rythme très faible et n'a pas produit de résultats tangibles pour le continent, malgré les efforts de l'Afrique pour faire face aux impacts des changements climatiques. Le processus doit progressivement engager l'Afrique et élaborer des programmes qui prennent en charge les besoins spécifiques de l'Afrique ;

## Programme ClimDev-Afrique

- La Convention crée des règles de principe, ce qui pose un problème pour l’Afrique du fait de sa capacité limitée à s’y conformer. Cela limite les avantages que la convention est susceptible d’apporter au continent ;
- La participation de l’Afrique au processus de la CCNUCC doit être renforcée, à travers une bonne préparation soutenue par éléments scientifiques pour chaque piste de négociation ;
- Les pays industrialisés ont la responsabilité et l’obligation de prendre en charge les causes du changement climatique et d’appuyer les interventions visant à juguler ses impacts en Afrique ;
- Un mécanisme institutionnel, plutôt qu’un mécanisme de marché, est nécessaire pour renforcer les besoins en ressources de l’Afrique en vue de faire face aux pertes et préjudices dans le processus de la CCNUCC.

### Recommandations

- Le CAPC doit appuyer les négociateurs africains en renforçant les mécanismes pour arriver à des positions africaines communes dans les différents processus de la CCNUCC ;
- L’Afrique doit formuler, avant chaque COP, des estimations budgétaires réalistes pour une adaptation étape par étape ;
- Les chercheurs et les analystes politiques doivent appuyer les négociateurs africains à travers des connaissances scientifiques basées sur des éléments probants ;
- Les négociateurs nationaux doivent améliorer la domestication des décisions prises lors des COP et autres fora internationaux et régionaux dans les agendas nationaux de développement.

### *12. Recommandations à propos de l’inclusion*

- Les populations pauvres en Afrique souffrent le plus des impacts des changements climatiques. Les pays africains doivent adopter des stratégies de développement inclusives et transformatives ;
- Le genre doit être intégré dans la recherche, la formulation de politiques et la mise en œuvre des interventions et la CCDA doit même élaborer une politique de genre ;
- Les personnes handicapées sont particulièrement vulnérables face aux effets des changements climatiques et doivent être prises en compte dans les activités de la CCDA ;

### Programme ClimDev-Afrique

- Les capacités des femmes et des jeunes doivent être renforcées quant à l'utilisation des technologies et pratiques de production agricole et d'élevage appropriées et susceptibles d'améliorer la résilience au changement climatique ;
- La jeunesse africaine doit être formée en entrepreneuriat, ce qui lui permettra de contribuer au développement et de fournir des agents de changement dans les stratégies d'adaptation et d'atténuation ;
- Les organisateurs de la CCDA III doivent faciliter la mise en place d'un réseau des paysans africains qui paient le plus lourd tribut du changement climatique et qui ont besoin d'une plateforme pour échanger des expériences.

*Le 23 octobre 2013, Addis Abeba, Ethiopie*